



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs
RGS/AGC

Toute l'équipe d'AGC vous souhaite une **BONNE ANNEE 2004**

Numéro 10 - Janvier 2004

Editorial

Mombay, Davos : peut-on réconcilier l'économie et le social ?

Deux manifestations internationales illustrant la fracture Nord-Sud se dérouleront prochainement en Europe et en Asie.

La quatrième édition du Forum Social Mondial (FSM), du 16 au 21 janvier 2004 à Mumbaï (ex Bombay) en Inde, sera organisée pour la première fois ailleurs qu'à Porto Alegre au Brésil. Ce forum créé en 1991 par des militants antimondialistes, notamment brésiliens, a eu dès son origine pour objectif de lutter contre la mondialisation telle qu'elle est défendue par la Banque mondiale, le FMI et l'OMC et de faire contrepoids au rôle joué par le Forum Economique Mondial. En effet, cet espace est destiné à approfondir la réflexion sur les débats d'idées et offrir un espace d'échange d'expériences sur les alternatives à la mondialisation entre les ONG, la société civile dans chaque pays, et ce au niveau continental ou mondial. Dans un contexte économique et politique international très instable, l'édition 2004 de ce Forum a prévu de développer cinq thématiques dont certaines sont représentatives des problèmes rencontrés en Asie : globalisation impérialiste, patriarcat, militarisme, communautarisme, système de caste et racisme.

Le 34ème Forum Economique Mondial (FEM), du 21 au 25 janvier, à Davos en Suisse, sera le rendez-vous annuel des principaux décideurs du monde de l'économie et des finances, des politiques et des institutions internationales. Institution privée fondée en 1971 à Genève, le FEM est composé de membres représentant les 1.000 plus grandes entreprises privées mondiales. Sa mission est de réunir les leaders d'opinion les plus influents de la planète dans le but d'établir un consensus sur les développements économiques et politiques futurs. Autour de la devise générale du "Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité" seront débattus les thèmes suivants : assurance et sécurité globale, promotion et croissance, gestion des nouveaux risques, exploitation de la diversité de valeurs, réduction d'injustice.

Le succès grandissant du Forum Social Mondial, qui devrait accueillir cette année près de 100.000 participants et dont le discours de clôture sera prononcé par Nelson Mandela, pourrait avoir un impact sur les propos des invités du prochain Forum de Davos. Mais dans les faits, les analystes s'interrogent toujours sur les voies et moyens de réconcilier l'économie et le social et de réguler la mondialisation. *ChS/BN*

<http://www.wsfindia.org/>
<http://www.weforum.org/>

Dans ce numéro

L'EAU

Pour un bien commun de l'humanité
A la recherche de l'eau bleue
Gestion Intégrée en Afrique
Agenda

LA TERRE

Vingt défis pour la planète, vingt ans
pour y faire face
BIRD et industries extractives :
réflexions
Pétrole, gaz et géopolitique
Agenda

LES HOMMES

Politiques de santé et patients
Antirétroviraux dans les PMA
Protection sociale
Agenda

LES ORGANISATIONS

Le pari du commerce équitable
Crédits commerciaux et les crises financières
ONG et entreprises
Agenda

DROIT, REGULATION

L'économie mondiale 2004
Gouvernance et développement
Crise de la dette souveraine
Agenda

GEOGRAPHIES

Guerres et sociétés
Dette burundaise, paix et justice sociale
Chine-Europe : pourquoi coopérer ?
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Les batailles de l'eau : pour un bien commun de l'humanité - Bouguerra, M.L. - EDITIONS DE L'ATELIER, 2003 - 239 p. - Cote U3.143

L'eau est devenue une question politique et géostratégique majeure. Elle fait l'actualité dans les sommets mondiaux et les forums alternatifs. Pour certains, elle est une banale marchandise qui doit générer des profits. Pour d'autres, c'est un bien commun de l'humanité, ayant une charge symbolique exceptionnelle dans toutes les cultures et toutes les religions. L'eau a-t-elle un prix ? L'eau est-elle un droit ou un besoin ? Y a-t-il assez d'eau pour chacun face à la croissance démographique ? Y a-t-il une crise de l'eau ? Y aura-t-il demain des guerres de l'eau ? Faut-il s'inquiéter de sa pollution ? Les solutions techniques suffiront-elles à la juguler ? Cet ouvrage apporte des éléments de réponse à toutes ces questions et montre que la gestion et les usages de l'eau posent des questions essentielles à l'humanité sur ses modes de vie, sur l'éthique, sur son rapport à la nature et à la biosphère. L'auteur plaide notamment pour une société économe en eau et pour une gestion globale solidaire de l'eau, dans la transparence et le respect des règles démocratiques.

➤ Le rapport web

A la recherche de l'eau bleue - Condotta, L.; Gueydan, M. ; Heuze, S. - ISIM - OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU, 2003 - 21 p.

Actuellement, l'eau reste une quête pour un grand nombre de populations. Mais l'on note heureusement un début de prise de conscience de la part des pays les plus développés, comme le montre les discours tenus au sommet de Johannesburg en septembre 2002 et au Forum de Kyoto en avril 2003. Cette étude tente de présenter des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour faciliter l'approvisionnement en eau potable des populations au niveau mondial (cf. le schéma de la répartition des techniques de concentration des eaux potables dans le monde à la fin du rapport). Ce rapport souligne aussi que si le Nord prend conscience de la situation de l'autre côté de l'équateur, il commence à s'interroger sur la quantité et la qualité de ses propres réserves. Et c'est dans cette optique que l'on peut voir des projets de dessalement ou de réutilisation des eaux usées se développer.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/411.pdf>

➤ L'article

Initiative Européenne sur l'Eau : Gestion Intégrée Des Ressources en Eau en Afrique - document de travail - CEE - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, 2003 - 9 p. - cote COLL

Dans le cadre de l'Initiative Européenne sur l'Eau lancée lors du Sommet de Johannesburg, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Afrique (GIRE) a fait l'objet d'une composante particulière. Le Ministère des Affaires étrangères a été chargé de son pilotage et a confié une mission de conseil à l'Office International de l'Eau. Un panel, composé d'une dizaine de fleuves transfrontaliers africains, a pu être identifié comme terrain d'expérimentation pour une nouvelle approche de la gestion intégrée par bassin. L'introduction d'une nouvelle gouvernance, adaptée aux contextes spécifiques de ces bassins transfrontaliers, apparaît comme une nécessité majeure pour lutter contre la pauvreté en permettant d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

➤ L'agenda

- ***6^{ème} assemblée générale mondiale du Réseau international des organismes de bassins (RIOB), 24-28 janvier 2004, Fort-de-France, Martinique***
- ***Conférence internationale sur le traitement des eaux usées (AIT, IWA), 26-29 janvier 2004, Bangkok, Thaïlande***
- ***5^{ème} Carrefour des gestions locales de l'eau, 28-29 janvier 2004, Rennes, France***
- ***3^{ème} séminaire Institut des Sciences de l'Ingénieur de Montpellier (ISIM) Sciences et technologies de l'eau, 1-4 février 2004, Montpellier, France***

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Vingt défis pour la planète, vingt ans pour y faire face - Rischard, JF - ACTES SUD, 2003 - 255 p. - Cote H4.204

Dans ce livre, le vice-président de la Banque mondiale pour l'Europe a essayé de montrer que la seule façon d'en sortir est de prendre du recul et de considérer les deux grandes forces distinctes qui vont profondément transformer le monde dans les vingt ans à venir avec, d'une part, l'augmentation de la population sur une planète à bout de souffle et, d'autre part, la nouvelle économie mondiale qui implique de faire à peu près tout autrement. Ces deux forces entraînent avec elles toute une série de tensions et quelques opportunités fantastiques. Les premières sont porteuses d'une crise de la complexité qui devrait aller en s'amplifiant au fur et à mesure que les questions sociétales deviendront plus ardues, le rythme du changement proprement effréné, les institutions humaines plus handicapées par l'allure d'escargot à laquelle elles évoluent. Selon l'auteur, il convient donc de tirer la leçon de "l'échec fondamental et indéniable de l'ensemble du système international existant et invite les Etats-nations de la planète à régler vite et efficacement les problèmes mondiaux".

➤ Le rapport web

Consultation on the Future Role of the World Bank Group in the Extractive Industries - Striking a Better Balance - Consultation sur le future rôle du groupe de la Banque mondiale dans le secteur des industries extractives - Trouver un meilleur équilibre - EIR - EXTRACTIVE INDUSTRIES REVIEW, 2003

La Banque mondiale va-t-elle solder ses comptes avec les firmes pétrolières, gazières et minières, et les pays pauvres qui n'en font pas profiter leurs populations ? Va-t-elle rompre avec ses mégaprojets de développement basés sur les industries extractives ? L'EIR préconise, en effet, de cesser de financer des projets pétroliers d'ici à 2008 et d'interdire dès aujourd'hui le financement de mines de charbon pour mieux lutter contre les gaz à effet de serre. Interpellé par des ONG lors de la réunion de la Banque mondiale et du FMI, à Prague, James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, avait accepté de lancer cette étude qui est le fruit de deux ans de consultations auprès de la société civile, des gouvernements et des entreprises. Le rapport souligne notamment que «douze des Etats les plus dépendants de leur production minière et six dépendants du pétrole sont classés par la Banque mondiale comme pays pauvres très endettés». En effet, si des «pays riches en ressources, tels que la Malaisie, Oman, le Botswana ou le Chili, ont enregistré d'excellents résultats», d'autres, riches en minerais et en pétrole, tels que «l'Algérie, l'Angola, la Bolivie, le Liberia, le Nigeria, le Pérou ou le Yémen», n'ont pas «généralisé une importante croissance économique durable». Sans régulation ni pratiques démocratiques solides, sans transparence ni cadre juridique fiable, le résultat est couru d'avance. Exploitation du pétrole, du gaz ou des mines rime avec exacerbation des conflits sociaux et violations des droits de l'homme, corruption des élites et atteintes à l'environnement.

<http://www.eireview.org/eir/eirhome.nsf/be65a087e9e6b48085256acd005508f7/1EB078F247989E7985256D8C0028DC1F?Opendocument>

➤ L'article

Pétrole, gaz et géopolitique - Collectif - SOCIÉTAL, n°42, 4ème trimestre 2003 - pp. 63/116 - Cote COLL

A travers les réflexions de spécialistes traitées dans dix articles, ce dossier présente le paysage mondial actuel des hydrocarbures et son évolution probable à moyen terme. Sont ainsi successivement analysées les questions suivantes : pétrole et gaz, deux logiques économiques ; Moyen-Orient, les contradictions de la "Pax Americana" ; Etats-Unis et Moyen-Orient, le pétrole ne fait pas la politique ; l'inconnue irakienne ; Russie, les embarras de la richesse ; espoirs et risques autour de la Caspienne ; interdépendance et développement, le cas d'école euro-méditerranéen ; le golfe de Guinée, nouvel enjeu stratégique ; ces spéculateurs qui épongent le risque ; Enron, la faillite d'un modèle et développement, la malédiction pétrolière.

➤ L'agenda

- *Conférence européenne sur les énergies renouvelables, 19-21 janvier 2004, Berlin, Allemagne*
- *2^{ème} rencontre méditerranéenne sur le semis direct, 19-22 janvier 2004, Tunis, Tunisie*
- *Epannage agricole des déchets organiques (ADEME, INRA), 20-21 janvier 2004, Paris, France*
- *Interclim 2004 - Salon international du génie climatique, 3-6 février 2004, Paris, France*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Politiques de santé et attentes des patients : vers un nouveau dialogue - Dujardin, B. - CHARLES LEOPOLD MAYER, 2003 - 329 p. - Cote H1.243

A propos de la coopération en matière de santé avec les pays du Sud, cet ouvrage croise deux thèmes également essentiels que sont notre conception de la science et de la santé et celui de la coopération internationale dans la situation éminemment dissymétrique des relations Nord-Sud. L'auteur affirme qu'un dialogue de sourds s'est engagé entre les bénéficiaires qui critiquent les projets de développement ne correspondant ni à leurs attentes ni à leurs besoins et les donateurs qui reprochent aux bénéficiaires une certaine passivité. Dépassant ce simple constat d'échec, l'auteur s'attache à en comprendre les causes profondes et à proposer des solutions adaptées. S'appuyant sur l'analyse de nombreux exemples d'actualité issus de sa pratique des systèmes de santé du Sud, il montre comment les modèles de référence de la santé développés dans le Nord au début du XXème siècle déterminent encore aujourd'hui les priorités et le fonctionnement des systèmes de santé du Sud comme du Nord. Il défend l'idée qu'il est devenu urgent de dépasser ces modèles et d'adapter les politiques de santé aux besoins des professionnels et aux attentes des patients.

Le rapport web

Surmounting Challenges : Procurement of Antiretroviral Medicines in Low - and Middle-Income Countries - Relever le défi : approvisionnement de médicaments antirétroviraux dans les pays aux ressources faibles à modérées - MSF/OMS, 2003 - 54 p.

MSF et l'OMS présentent un rapport qui dévoile des stratégies médicales réussies. Dans ce rapport, publié à l'occasion de la 13ème conférence internationale sur le sida et les MST en Afrique, l'expérience du Malawi est révélatrice. En effet, dans le cadre de son programme de traitement des malades du sida, MSF y fournit des médicaments pour les malades du district de Chiradzulu, où 1400 personnes reçoivent actuellement une trithérapie. Le Malawi fait partie des pays les moins développés et près de 16% de sa population est touchée par le VIH. Le prix des antirétroviraux (ARV) y est parmi les plus faibles au monde, soit 288 \$US par personne et par an. Ce résultat est le fruit de la concurrence que se livrent plusieurs fabricants de médicaments génériques, mais également de la volonté du gouvernement malawite d'enregistrer des ARV génériques.

<http://www.msf.fr>

➤ L'article

Prévoyance ou providence : la protection sociale - Collectif - REVUE TIERS MONDE, n° 175, 2003 - 270 p.

Tous en se référant à des cadres théoriques et conceptuels qui visent à faire avancer la réflexion sur les systèmes de protection sociale, ce dossier s'appuie sur des études de cas qui permettent de mesurer à quel point les contextes particuliers influent sur les dispositifs mis en place et d'ébaucher une perspective comparative. Il s'ouvre sur un texte qui présente le nouveau cadre de réflexion et d'intervention de la Banque mondiale, la gestion du risque social. Trois articles examinent la situation en Amérique latine : le financement de la protection sociale dans le Brésil de Lula, la ré-émergence des politiques sociales au Mexique et la spécificité du système colombien. Est ensuite évoqué le cas de la Corée, en contraste marqué avec les transformations du système vietnamien. Le dossier se termine par l'étude d'un dispositif informel de solidarité en Mauritanie.

➤ L'agenda

- *Conférence internationale sur les enfants en Méditerranée "santé, culture et établissements humains" - Mediterranean Institute to Childhood (MIC), 7-9 janvier 2004, Gênes, Italie*
- *Congrès régional sur la santé des adolescents dans la région Asie-Pacifique - School of Nursing, the Hong Kong Polytechnic University, 10-12 janvier 2004, Hong Kong, Chine*
- *Forum européen sur la population - Commission économique des Nations unies pour l'Europe, 12-14 janvier 2004, Genève, Suisse*
- *Forum social mondial, 16-21 janvier 2004, Mumbai (ex-Bombay), Inde*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Le pari du commerce équitable : mondialisation et développement durable - Lecomte, T. - EDITIONS D'ORGANISATION, 2003 - 370 p. - Cote C.162

Le commerce équitable est une forme de commerce mondial qui consiste à travailler avec des groupes de petits producteurs défavorisés, dans une approche solidaire et durable. Celle-ci comprend en particulier le paiement d'un prix décent, le respect des personnes et de leur environnement afin de favoriser leur développement durable. Du producteur au consommateur, en passant par ceux qui importent et distribuent des produits, comment faire du commerce équitable un pari réussi pour tous ? Des outils méthodologiques détaillés, des carnets de routes et des témoignages d'acteurs du marché guident le lecteur dans cette grande aventure. Les enjeux du pari (cible, contexte, cadre international) sont expliqués et une réponse est proposée (appui aux petits producteurs, critères et chartes du commerce équitable). L'auteur démontre comment gagner ce pari en offrant à la fois aux pays du Nord d'excellentes perspectives de développement grâce à la forte demande des consommateurs et des circuits de commercialisation et à ceux du Sud un développement des petits producteurs et des régions d'origine des produits.

➤ Le rapport web

Improving the Availability of Trade Finance - During Financial Crises Amélioration de la disponibilité des crédits commerciaux durant les crises financières - Auboin, M. ; Meier-Ewert, M. - OMC - PRINCETON UNIVERSITY, 2003 - 45 p.

Cette étude examine pour quelles raisons le marché privé et les institutions internationales n'ont pas réussi à répondre à la demande de financement à court et moyen terme pendant les crises financières, notamment celles qui ont touché les économies émergentes dans les années 1990. Les banques ont eu tendance à se positionner sur les segments les plus profitables et les moins risqués du marché du crédit. Elle décrit également les arrangements mis en place par les institutions régionales et multilatérales pour ne pas rendre disponible en grande quantité les crédits commerciaux. Ces expériences semblent suggérer que soit mise en place une intervention publique soigneusement ciblée, comme celle actuellement proposée par des banques de développement régionales.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/414.pdf>

➤ L'article

ONG et entreprises : à la découverte de l'autre - Volclair-Poupée C. - LE MOCI, n°s 1611-1612-1613, 2003 - pp. 60-67

Alors que les altermondialistes ont réuni plus de 200.000 personnes sur le plateau du Larzac, la nécessité d'un monde solidaire devient un thème de plus en plus rassembleur. Les multinationales en sont conscientes et se rapprochent de certaines ONG afin d'effectuer des opérations communes. Ce mouvement ouvre des portes entre des mondes traditionnellement séparés. Ces ONG, qui pratiquent un lobbying actif, sont la partie la plus visible, car la plus médiatisée, de l'ensemble des ONG. Peu nombreuses, elles ont su rallier l'opinion internationale à la cause de toutes les autres. Depuis, cette conception du monde, centrée sur le respect de l'homme et de son environnement, fait son chemin. On la retrouve dans le courant du développement durable qui touche aujourd'hui toute la société. A tel point que cette nouvelle préoccupation est inscrite sur les tablettes de la loi française : depuis 2001, obligation est faite, pour les entreprises cotées en Bourse, de publier un rapport annuel sur leur impact social et environnemental.

➤ L'agenda

- *Réunion annuelle du Forum économique mondial 2004, 21-25 janvier 2004, Davos, Suisse*
- *CNUCED - Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes 26-30 janvier 2004, Genève, Suisse*
- *CNUCED - Séminaire Train for Trade sur la stratégie de la mise en œuvre d'une politique de concurrence, 26-31 janvier 2004, Luanda, Angola*
- *OCDE - Sciences, Technologies et Innovation pour le XXIème siècle, 29-30 janvier 2004, Paris, France*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

*L'économie mondiale 2004 - CEPII - LA DECOUVERTE, 2003 - 123 p.
Cote E3.097*

Cette année, le rapport du CEPII met en lumière les évolutions qui se sont produites dans les économies émergentes et en développement, à nouveau en forte croissance, en restant très centrée sur les perspectives des pays industrialisés dont la situation est préoccupante pour l'ensemble de l'économie mondiale. Deux dossiers stratégiques s'intéressent aux marchés internationaux des capitaux des économies émergentes, les méthodes de restructuration des dettes souveraines qui avaient cours dans les années 80 ne pouvant plus fonctionner pour en financer la croissance. Le rapport consacre également un développement important à la question de la nouvelle architecture financière internationale. Il explique notamment pourquoi la proposition du FMI de créer un tribunal de faillite pour les Etats souverains a été rejetée au profit d'une généralisation des clauses d'action collective inscrites dans les contrats de dette. Il démontre comment, au-delà de l'enjeu de la dette souveraine, les deux approches ont des implications très différentes quant au traitement plus général des problèmes soulevés par une crise des paiements. Un troisième dossier est enfin consacré à l'économie brésilienne. En fin d'ouvrage figure la chronologie des principaux événements économiques des douze mois écoulés.

➤ Le rapport web

Gouvernance et développement : communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen - Commission des Communautés Européennes, 2003 - 39 p.

Sur la base des enseignements tirés des approches de la gouvernance adoptées par l'Union européenne et d'autres donateurs, cette communication définit des voies concrètes pour renforcer la capacité de gouvernance et accroître l'appropriation par les pays partenaires des programmes de réformes pertinents ; pour assurer des synergies et une cohérence entre les différents instruments et politiques de la CE et de l'UE ; pour renforcer les partenariats de développement sur une base nationale ou régionale afin de parvenir à coordonner les priorités des donateurs et les programmes des pays partenaires grâce au dialogue stratégique et d'assurer la complémentarité entre les bailleurs de fonds ; pour contribuer à la protection des droits de l'homme et à la promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit. Par ce biais, cette communication oriente l'approche de l'UE dans le domaine de la gouvernance et du développement et met en évidence le type de mesures à soutenir dans différentes situations.

http://europa.eu.int/eur-lex/fr/com/cnc/2003/com2003_0615fr01.pdf

➤ L'article

Crise de la dette souveraine - Collectif - PROBLEMES ECONOMIQUES, n°2826, 2003 - pp.1-19 - Cote COLL

La montée en puissance des marchés financiers, et notamment des marchés obligataires, a profondément modifié les caractéristiques de la dette souveraine des pays émergents au cours de la dernière décennie. Les économies émergentes se trouvent de plus en plus exposées au risque de reflux des capitaux. Face aux crises, les ressources du FMI ne sont pas infinies. Avancée en 2001 par le FMI, la proposition d'Anne Krueger de "loi de faillite pour les Etats" baptisée MRDS (mécanisme de restructuration de la dette souveraine), n'a pas été retenue, bien que présentant de nombreux avantages. Par la suite, l'idée de mettre en place une règle de restructuration des émissions obligataires souveraines à travers les clauses d'action collective (CAC), de nature contractuelle, a progressé parmi les opérateurs financiers et les pays émergents. L'auteur s'interroge alors sur l'évolution de la place du FMI dans cette nouvelle architecture financière internationale.

➤ L'agenda

- *"Garanties bancaires internationales : mécanismes, risques, retours d'expérience" - Point formation CFCE, 8 janvier 2004, Paris La Défense, France*
- *Les rencontres du commerce international - CFCE, 26-31 janvier 2004, Paris, France*
- *8^{ème} colloque Panorama mondial des risques-pays, COFACE, 27 janvier 2004, Paris La Défense, France*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Guerres et sociétés : états et violence après la Guerre froide - Hassner, P. ; Marchal, R. - KARTHALA, 2003 - 615 p. - Cote H3.026

Sur la base d'un constat de l'exacerbation des conflits et de l'accroissement des tensions dans les relations internationales, cet ouvrage s'interroge sur « comment penser la guerre » dans la période inaugurée en 1989 par la fin de la Guerre froide et l'expansion de la globalisation. Faut-il y voir, avant la mobilisation contre le terrorisme à la suite du 11 septembre 2001, une scorie de la mondialisation libérale ou, au contraire, la marque d'un désordre international pérenne, même si ses formes peuvent être plus ou moins nouvelles. Les auteurs se demandent par ailleurs quels en sont les effets sur la construction/décomposition de l'Etat, qu'ébranlent déjà certaines manifestations de la globalisation. Au total, ils souhaitent réussir, défi ambitieux, à identifier dans la guerre ce qui relève du local et du global.

➤ Le rapport web

Dettes burundaises, paix et justice sociale - Plan stratégique 2004-2006 - COVALENCE, 2003

Après un état des lieux sur la situation de pauvreté au Burundi, ce rapport présente les actions à mener : 1) le renforcement de la capacité d'endettement de la société ; 2) la connaissance du degré réel d'endettement et de pauvreté du Burundi, ainsi que la plaidoierie et le lobbying, la promotion d'une politique sociale centrée sur les besoins de la population. La plaidoierie et le lobbying visent essentiellement les partenaires du Burundi, les pays donateurs. Enfin, le plan d'action retenu s'articule autour de trois axes : le renforcement de la société en matière d'endettement ; l'élaboration d'une enquête révélant les besoins réels de la population notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation et, enfin, la définition d'une stratégie pour l'annulation de la dette.

<http://www.covalence.ch/docs/11510.htm>

➤ L'article

Chine - Europe : pourquoi coopérer ? - Collectif - ECONOMIE & HUMANISME, n°366, 2003 - pp. 7-74 - Cote COLL

Les relations humaines, politiques et économiques entre la Chine et l'Europe se sont remarquablement renforcées au cours de la dernière décennie. Des rapports dits de coopération sont entretenus de plus en plus souvent au niveau des entreprises, des collectivités territoriales, de l'Etat ; certaines ONG sont concernées également par l'instauration de relations avec la société chinoise et par l'appui en Chine à des réalisations de programmes de développement dans divers secteurs. Pour autant, le rapprochement avec ce géant incontournable et considérablement influent dans toute l'Asie orientale est vécu de façon superficielle. En effet, la Chine est avant tout un marché de première importance, mais qui n'est plus aussi facile à pénétrer que dans un passé récent. Les Chinois sont devenus des techniciens et des producteurs qualifiés dans plusieurs secteurs, des consommateurs et des clients difficiles, informés, d'autant plus que leurs autorités politiques jouent avec une habileté extraordinaire des rivalités entre leurs fournisseurs. Pour les auteurs, envisager une coopération plus nourrie avec la Chine renvoie à plusieurs paramètres comme la carence de connaissance et de compréhension du monde chinois et la dimension du politique. Ce dossier vise donc à faire reculer l'ignorance à propos de la Chine et des chinois, à mettre en forme et à activer un débat sur les tenants et les aboutissants de la coopération Chine-Europe.

➤ L'agenda

- *Vietnam : opportunités et risques - Point formation, 15 janvier 2004, Paris La Défense, France*
- *Séminaire Bosnie-Herzégovine - CFCE, 12 février 2004, Paris, France*
- *Conférence "le droit privé entre tigres et dragons : les transferts de droit en Chine", Faculté de Science politique et de droit, 10 février 2004, Montréal, Canada*
- *Nouvel an chinois, 21 janvier 2004*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternitaire* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia internationale* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Hervé BOUGAULT

Coordination :

Chantal SARALLIER

Bertrand NORA

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

Saisie/mise en page

Francine GILBERT